



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative
34 avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Blois, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCA AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20260088
Code AIOT : 0010004043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement SCA AXEREAL implanté Rue du Mardeau 41500 Mer. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA AXEREAL
- Rue du Mardeau 41500 Mer
- Code AIOT : 0010004043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploité par la société AXEREAL à Mer relève du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les activités de cet établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2005, modifié par les arrêtés préfectoraux des 20 août 2007, 21 décembre 2007 et 17 décembre 2009.

Les installations exploitées sur le site de Mer sont :

- un silo de stockage de céréales d'une capacité totale de 23 745 m³, composé de 16 cellules d'une capacité unitaire de 500 à 1800 tonnes
- un magasin de stockage de produits phytopharmaceutiques
- un magasin de stockage d'engrais solides en vrac
- un bâtiment de stockage de big bags d'engrais solides non classés et de semences
- un stockage d'engrais liquides

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites VI 10/11/2023 (PDC n°4) : appareils de manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
6	Dispositifs de découplage	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Moyens de lutte contre les incendies	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.16	/	Demande d'action corrective	2 mois
13	Procédures d'intervention	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.17	/	Demande d'action corrective	2 mois
14	Dispositions particulières / zones de 50 mbar ou d'ensevelissement	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.18	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Suites VI 10/11/2023 (PDC n°6) : installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Suites VI 10/11/2023 (PDC n°8) : état des stocks matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 20/08/2007, article 1.2 et 1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8	/	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 21	/	Sans objet
7	Surfaces soufflables	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.5	/	Sans objet
8	Appareils de manutention	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.7	/	Sans objet
9	Systèmes d'aspiration et de filtration	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.8	/	Sans objet
10	Prévention d'un auto-échauffement et surveillance	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.9 et 3.10	/	Sans objet
11	Nettoyage du silo	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.13	/	Sans objet
15	Vieillessement des structures	AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites VI 10/11/2023 (PDC n°4) : appareils de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 14/01/2024
Prescription contrôlée : <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]</p>
Constats : <p><u>Constat formulé suite la visite d'inspection du 10/11/2023 :</u> Le transporteur à bande de chargement train est dépourvu de détecteur de déport de sangle.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courrier du 23/02/2024 :</u> Nous vous demandons un aménagement de la prescription. Ce transporteur à bande est en fonctionnement uniquement lorsqu'il y a un train, dans notre mode opératoire, il y a toujours un collaborateur Axéreal qui a un visuel permanent sur ce transporteur, en cas de d'anomalie, il serait immédiatement arrêté.</p> <p>Le silo de Mer a les caractéristiques suivantes : la première partie de ce silo a été construite en 1969 et il a été étendu en 1984. Il dispose d'un volume total de stockage de 21 600 m³. La description de ces installations est menée dans les paragraphes suivants. Ce silo est constitué des espaces de stockage suivants : Silo 84 :</p> <ul style="list-style-type: none">• deux cellules d'un volume unitaire de 2 400 m³, soit 1 800 tonnes chacune,• huit cellules d'un volume unitaire de 1 600 m³, soit 1 200 tonnes chacune. <p>La hauteur des parois des autres cellules de stockage est de 10,5 m. Silo 69 : six cellules d'un volume unitaire de 667 m³, soit 500 tonnes chacune (partie la plus ancienne).</p> <p>La hauteur des parois des cellules de stockage de 667 m³ est de 9,5 m. Le transporteur à bande du chargement du train est associé au silo 69. Nous vous demandons à bénéficier de l'antériorité afin d'obtenir un aménagement de la prescription avec le mode opératoire actuel.</p> <p><u>Lettre de demande de compléments de l'inspection par courrier du 23/04/2024 :</u> L'inspection prend note des éléments apportés par l'exploitant en réponse à la non-conformité associée au point de contrôle n°4, et plus particulièrement des mesures compensatoires mises en</p>

œuvre, telles que l'existence d'un dispositif de coupure, et la présence, en permanence, d'un opérateur à proximité immédiate du transporteur, en remplacement du détecteur de déport de bande imposé par l'article 3.7 de l'APC n°2007-355-20 du 21 décembre 2007.

Ces éléments ne permettent pas de clôturer la non-conformité, puisque l'aménagement des prescriptions de l'article 3.7 de l'APC n°2007-355-20 du 21 décembre 2007 concernant les dispositifs de détection de dysfonctionnement au niveau du transporteur à bande de chargement train de votre site de MER nécessite d'être acté par voie d'arrêté préfectoral.

Outre ces aspects, vous sollicitez également le bénéfice de l'antériorité pour vos activités de stockage en vrac de céréales, en regard des évolutions réglementaires introduites en 2012 concernant le classement des silos (rubrique 2160) en fonction de la hauteur des parois qui retiennent le grain. L'arrêté préfectoral visant l'aménagement de prescriptions portera également sur l'actualisation de la situation administrative de votre établissement de Mer.

--> La non-conformité associée au point de contrôle n°1 est maintenue, dans l'attente de la signature de l'APC susvisé.

Constat lors de la visite d'inspection du 17/03/2026 :

La non-conformité est maintenue dans l'attente de la signature d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Conclusion : Le constat relevé lors la visite d'inspection du 10/11/2023 concernant le point de contrôle n°4 ("Le transporteur à bande de chargement train est dépourvu de détecteur de déport de sangle") est maintenu dans l'attente de la signature d'un arrêté préfectoral complémentaire actant une adaptation de la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Suites VI 10/11/2023 (PDC n°6) : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les

canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Constat formulé suite à la visite d'inspection du 10/11/2023 :

L'organisme de contrôle DEKRA Industrial SAS fait mention de la limite de sa vérification du 8 novembre 2023.

Dans ce contexte, il n'est pas en capacité d'attester de la conformité des installations électriques et du matériel utilisé vis-à-vis des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

Réponse de l'exploitant par courrier du 23/02/2024 :

Pour réaliser ce contrôle, nous devons solliciter différentes entreprises extérieures DEKRA, INEO, coupure INEDIS avec un arrêt des activités au sein des silos sur une journée.

Cela nécessite également une nacelle. Cette intervention est prévue le vendredi 19 avril 2024 ; dès réception du rapport, nous vous le transmettons.

Lettre de demande de compléments de l'inspection du 23/04/2024 :

L'inspection prend note des mesures correctives planifiées par l'exploitant pour lever la non-conformité associée au point de contrôle n°6.

La transmission du rapport relatif à l'intervention du 19 avril 2024 devrait permettre de clôturer cette non-conformité.

Il est demandé à l'exploitant de communiquer ce rapport dans les meilleurs délais.

--> La non-conformité associée au point de contrôle n°6 est maintenue.

Constat suite à la visite d'inspection du 17/03/2026 :

La dernière vérification annuelle des installations électriques du silo a été effectuée le 14/10/2025 par l'organisme DEKRA. L'inspection a consulté les rapports Q18 et "ICPE" correspondants.

- Le rapport Q18 mentionne qu'il s'agissait d'une vérification complète (avec coupure totale autorisée par l'exploitant), il ne liste aucune observation et conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

- Le rapport "ICPE" ne liste aucun écart.

Conclusion : Pas d'écart constaté. Le constat relevé suite à la visite d'inspection du 10/11/2023 concernant le point de contrôle n°6 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suites VI 10/11/2023 (PDC n°8) : état des stocks matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2007, article 1.2 et 1.3

Thème(s) : Situation administrative, PAC du 22 juin 2022

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 14/01/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.

La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.

Constats :

Constat formulé suite à la visite d'inspection du 10/11/2023 :

Contrairement à la déclaration de l'exploitant en date du 22 juin 2022, des engrais répondant aux critères de la rubrique 4702 sont entreposés dans le bâtiment ONIC (silo censé être démantelé dans le cadre de la cessation des activités de stockage des engrais solides en regard du passage sous le seuil de classement de ces activités et de leur mise en sécurité associée).

Réponse de l'exploitant par courrier du 20/02/2024 :

Par courrier du 20 février 2024 (courriel du 23/02/2024), l'exploitant a confirmé la cessation d'activité (rubriques 4702). Cette modification entraîne un changement de la classification ICPE du site pour le stockage des engrais rubrique 4702, comme écrit dans notre courrier du 22 juin 2022. Le site était connu de l'administration pour cette rubrique :

- autorisation pour le stockage d'engrais rubrique 4702-II et 4702-III,
- déclaration pour le stockage d'engrais rubrique 4702-IV.

Désormais le site est en dessous des seuils selon la réglementation en vigueur pour les rubriques 4702-II, 4702-III et 4702-IV et ils seront donc non classés.

Le service logistique et exploitation d'AXERREAL organise le flux pour être en permanence en dessous des seuils de classements toute l'année, l'ensemble sera stocké dans le nouveau bâtiment engrais construit en 2021.

Le site respectera les seuils suivants :

- cumul engrais 4702-II + 4702-III moins de 500 T avec moins de 250 T d'ammo 33 vrac (avec la réglementation actuelle),
- cumul engrais 4702-IV moins de 1 250 t.

Le bâtiment ONIC sera fermé définitivement avec aucun stockage à l'intérieur. L'exploitant s'engage à procéder à sa destruction au second semestre 2026.

Pour des raisons d'activités, il demande d'utiliser temporairement une annexe (elle est distinct du bâtiment ONIC) pour stocker des big bag de semences ou des big bags d'engrais non classé/classé selon l'activité.

Concernant le volume passé dans ce bâtiment, sur N-1, les volumes sont les suivants :

- 396 t big bag engrais.
- 184 palettes de semences.
- 94 big bag de semences.

Sur l'année N-1, nous nous étions engagés d'être en dessous des seuils de déclaration.

L'annexe sur la partie exploitée fait 468 m². Nous sommes en dessous des seuils de la rubrique

ICPE 1510. Le volume global fait 2 300 m³.

L'exploitant fournira une attestation de mise en sécurité, sous un délai de 6 mois, sans prélèvement et analyse de sol. Ces derniers se feront lors de la démolition du bâtiment ONIC. Le site poursuit son suivi et son état des stocks journalier afin de ne pas dépasser les seuils et le met à disposition si besoin.

Courriel de l'inspection du 23/04/2024 :

Par courriel du 23 avril 2024, l'inspection prend note de la confirmation :

- de la réduction des activités de stockage d'engrais solides, sous les seuils de classement de ces activités au titre des rubriques 4702-I,II et III et 4702-IV déclarée le 22 juin 2022, réduction qui constitue une cessation partielle des activités du site de MER,
- de la suppression de tout stockage d'engrais solides, dans l'ancien silo « ONIC »,
- du report de la démolition du silo « ONIC » au second semestre 2026, avec la finalisation de la mise en sécurité prévue suite à la mise à l'arrêt des activités de stockage d'engrais solides.

L'arrêté préfectoral visant l'aménagement des prescriptions de l'article 3.7 de l'APC n°2007-355-20 du 21 décembre 2007 portera également sur l'actualisation de la situation administrative de votre établissement de MER, avec le report de la mise en œuvre, au second semestre 2026, des mesures associées à la mise en sécurité liée à la cessation des activités de stockage d'engrais solides à base de nitrates d'ammonium.

La non-conformité associée au point de contrôle n°8 est maintenue, dans l'attente de la signature de l'APC susvisé.

Constat suite à la visite d'inspection du 17/03/2026 :

Lors de la visite, l'inspection a fait les constats suivants :

- le bâtiment ONIC est condamné, le personnel a interdiction d'y pénétrer.
- des big bags de semences et d'engrais non classés (Esta Kieserit, Oxyfertil, etc) sont entreposés dans le local "auvent" accolé au bâtiment ONIC.

À la demande de l'inspection, l'exploitant a fourni un état des stocks de l'ensemble des produits entreposés dans ses installations de stockage d'engrais solides et de produits phytopharmaceutiques présents dans l'établissement. L'état des stocks récapitulatif par rubrique ICPE montre que :

- aucun engrais relevant des rubriques 4702-I et 4702-III n'est présent sur le site ;
- la quantité d'engrais présents relevant des rubriques 4702-II et 4702-IV est en dessous des seuils de déclaration ;
- les quantités de produits phytopharmaceutiques présents sont en dessous des seuils de déclaration.

Conclusion : Pas d'écart constaté. Le constat relevé suite à la visite d'inspection du 10/11/2023 concernant le point de contrôle n°8 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Limitation de l'accès aux installations

Prescription contrôlée :

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté par sondage la présence d'une clôture métallique sur la périphérie du site (non vérifié le long du bâtiment de stockage d'engrais et le bâtiment ONIC) et de trois portails d'accès dont celui utilisé pour l'entrée principale donnant sur la rue du Mardeau.</p> <p>Les portails d'accès au site et les bâtiments sont fermés à clé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p><u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ARF, ETF, vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 18</u></p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.</p> <p><u>Article 19</u></p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p><u>Article 20</u></p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre</p>

d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Le site est protégé contre les effets de la foudre par 2 paratonnerres installés sur le silo et par des parafoudres.

La dernière vérification annuelle des installations de protection contre la foudre du site a été effectuée le 24/11/2025 par l'organisme SOCOTEC ; il s'agissait d'une vérification visuelle.

Le rapport correspondant conclut à l'absence d'anomalie constatée et mentionne les informations suivantes :

- les compteurs de foudre des paratonnerres indiquaient les valeurs 00 et 01 ;
- la valeur de la résistance de la mise à la terre des 4 descentes de paratonnerres (2 descentes par paratonnerre) était inférieure à 10 (ohms).

Sur site, l'inspection a vérifié la valeur indiquée par les 2 compteurs d'impact foudre :

- celui du paratonnerre installé sur la tour de manutention du silo indiquait la valeur "00" ;
- celui du paratonnerre installé sur l'extrémité Est du silo indiquait la valeur "01".

L'exploitant effectue un relevé mensuel des 2 compteurs d'impact lors de sa ronde mensuelle, et le trace dans le registre général du site sans toutefois indiquer la valeur relevée en l'absence de variation de celle-ci. Afin de répondre pleinement à la prescription, l'inspection demande à l'exploitant de noter les valeurs indiquées chaque mois dans le registre.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de découplage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de découplage

Prescription contrôlée :

ARTICLE 3.3 MESURES DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

ARTICLE 3.4 DISPOSITIFS DE DECOUPLAGE

L'étude de dangers identifie pour l'ensemble des silos les dispositifs de découplage nécessaires afin d'éviter la propagation des éventuelles explosions entre les différents volumes des silos.

Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre.

Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci :

- sont maintenues fermées en permanence, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques ;
- et sauf justification contraire, doivent s'opposer efficacement à une explosion débutant dans la tour de manutention en s'ouvrant des galeries ou espaces sur ou sous cellules vers les tours de manutention ;

L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel.

Une note de synthèse qui devra présenter de manière explicite les dispositifs de découplage nécessaires sera communiquée avant le 1er juin 2008 à l'inspection des installations classées.

Complément EDD du 16/06/2017 :

Volume A	Volume B	Dispositif de découplage
Tour de manutention - sous-sol	Galerie enterrée Nord de reprise	Porte métallique fermée avec 2 poignées métalliques pivotantes et s'ouvrant vers la tour + affichage
Tour de manutention - sous-sol	Galerie enterrée Sud de reprise	Porte métallique fermée avec 2 poignées métalliques pivotantes et s'ouvrant vers la tour + affichage
Tour de manutention - 1 ^{er} étage	Espace sur cellules	Porte métallique s'ouvrant vers la tour, équipée d'une simple poignée + affichage

Constats :

L'inspection a constaté la présence des dispositifs de découplage suivants (un schéma est joint en

annexe) :

- une porte métallique sépare la galerie sous cellules côté Sud de la tour de manutention ; la porte s'ouvre vers la tour et se ferme via 2 poignées métalliques pivotantes ;
- une porte métallique sépare la galerie sous cellules coté Nord de la tour de manutention ; la porte s'ouvre vers la tour et se ferme via 2 poignées métalliques pivotantes ;
- un bardage métallique et une porte métallique séparent l'espace sur cellules de la tour de manutention ; la porte s'ouvre vers la tour et se ferme via une poignée de porte métallique "simple".

L'inspection a constaté que chaque porte de découplage était fermée et un affichage était apposé sur chaque porte pour préciser que la porte doit rester fermée. Les portes s'ouvrent toutes les trois dans le bon sens (vers la tour). Mais la porte équipée d'une poignée de porte "simple" donnant vers le ciel de cellules n'est pas équipée d'un système de fermeture automatique (de type groom).

Conclusion : La porte de découplage séparant le ciel de cellules de la tour de manutention n'est pas équipée d'un système de fermeture automatique (de type groom).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Surfaces soufflables

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Events ou surfaces soufflables

Prescription contrôlée :

ARTICLE 3.3 MESURES DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS

L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

ARTICLE 3.5 MOYENS TECHNIQUES PERMETTANT DE LIMITER LA PRESSION LIEE A L'EXPLOSION DANS LES VOLUMES DECOUPLES

L'étude de dangers identifie pour l'ensemble des silos les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes.

Les événements sont orientés, dans la mesure du possible, vers des zones peu fréquentées par le personnel.

Une note de synthèse qui devra présenter de manière explicite les moyens techniques nécessaires afin de limiter la pression liée à l'explosion dans les différents volumes sera communiquée avant le 1er juin 2008 à l'inspection des installations classées.

Complément EDD du 16/06/2017 (page 27) :

Volume du silo	Sous-sol de la tour de manutention du silo béton	Tour de manutention du silo béton Coque
----------------	--	---

	manutention du silo béton Coque	béton Coque
Surface d'évent existante (m ²)	Trappe métallique (trappe engin) de 4,69m ² Trappe métallique (trappe engin) de 5,72m ² Trappe métallique de passage d'une goulotte de 1,32m ² Ouverture (vide) de l'escalier dans la galerie Sud de 0,63m ² Ouverture (vide) de l'escalier dans la galerie Nord de 0,63m ² Surface totale des événements existante de 12,99 m²	<u>Rez-de-chaussée :</u> Parois extérieures et toiture du local Nord de ventilation de la tour de manutention en bardage métallique de 247,56m ² Rideau métallique du local Nord de ventilation vers l'extérieur de 7,02m ² Parois extérieures du local Sud de ventilation de la tour de manutention en bardage métallique de 241,35m ² Rideau métallique du local Sud de ventilation vers l'extérieur de 6,25m ² Porte métallique du local Sud de ventilation vers l'extérieur de 1,94m ² <u>Etage 2 :</u> Vitres de 8,82m ² <u>Etage 3 :</u> Vitres de 11,84m ² <u>Etage 4 :</u> Vitres de 11,84m ² Trappe métallique donnant vers extérieur de 1m ² Surface totale des événements existante de 537,62 m²

Constats :

L'inspection a constaté la présence de surfaces soufflables et d'ouvertures dont la surface est cohérente avec celle précisée dans le complément à l'étude des dangers du 16/06/2017.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Appareils de manutention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.7

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques aux appareils de manutention

Prescription contrôlée :

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs sont disposés à l'extérieur des gaines.

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des

fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Dispositifs de sécurité
Transporteurs à bandes	Détecteur de surintensité moteur* Contrôleur de rotation* Contrôleurs de déport de bandes* Bandes non propagatrice de la flamme et antistatique* Goulottes de remplissage, manches ou autres dispositifs permettant de limiter la formation de poussière
Transporteur à chaîne	Détecteur de surintensité moteur* Détecteurs de bourrage* Capotage des jetées Contrôleur de rotation Détecteur de vitesse
Élévateurs	Contrôleur de rotation* Contrôleurs de déport de sangles* Capotage des jetées Sangles non propagatrices de la flamme et antistatique**
Vis	Détecteur de surintensité moteur*
Appareils Nettoyeur, Séparateur	Aspiration des poussières*

* Equipement obligatoire à minima ** En cas de remplacement uniquement

Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

En ce qui concerne les engins munis de moteurs à combustion interne, des dispositions doivent être prises pour qu'ils présentent des caractéristiques de sécurité suffisantes pour éviter l'incendie et l'explosion.

Constats :

Par sondage, l'inspection a fait procéder à deux tests de fonctionnement de dispositifs de sécurité sur les appareils de manutention :

- un test du bon fonctionnement d'un détecteur de déport de sangle situé au pied de l'élévateur EV2. Le test a été réalisé après la mise en route du circuit suivant : fosse de réception --> TV2 --> EV2 --> TC2 --> cellules. Le responsable de site a simulé un déport de la sangle en plaçant un objet devant le capteur, et le circuit s'est arrêté quasi immédiatement.
- un test du bon fonctionnement d'un détecteur de bourrage du transporteur à chaîne TV2 utilisé pour la reprise des fosses de réception. Le test a été réalisé après la mise en route d'un circuit de

<p>vidange des fosses de réception. Le responsable du site a simulé un bourrage en levant la trappe de bourrage, et le circuit s'est arrêté immédiatement.</p> <p>Dans les deux cas, l'inspection a également constaté au niveau de la supervision informatique que les deux défauts étaient apparus.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Systèmes d'aspiration et de filtration

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques liés aux systèmes d'aspiration et de filtration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement.</p> <p>Elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Afin de prévenir les risques d'explosion, les dispositions suivantes sont prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les ventilateurs d'extraction sont placés à l'aval des dispositifs de traitement, dans le cas contraire, l'exploitant justifie que les mesures compensatoires mises en œuvre permettent d'atteindre un niveau de sécurité équivalent. Les éléments de justification sont communiqués à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté ; - Les filtres à manches sont protégés par des événements qui débouchent sur l'extérieur et sont équipés d'un système de détection de décrochement ou de percement des manches ou une procédure de contrôle est mise en place, précisant fréquence et enregistrement ; - Le stockage et le cas échéant, le traitement des poussières est réalisé à l'extérieur des installations, en particulier. L'utilisation de chambre à poussières est interdite
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que les installations de manutention du silo sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement.</p> <p>Dans le local de commande du silo, l'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en route un circuit sans avoir mis en marche l'aspiration : l'exploitant a expliqué que la supervision ne lui permettait pas de le faire. Aussi, il a montré que lorsqu'il démarre un circuit, l'aspiration se met automatiquement en route avant.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Prévention d'un auto-échauffement et surveillance

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.9 et 3.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention d'un auto-échauffement et surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

ARTICLE 3.9 MESURE DE PREVENTION D'UN AUTO-ECHAUFFEMENT

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos.

Les cellules de stockages sont équipées de sondes thermométriques adaptées à la configuration des silos.

Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.

Lors des opérations de ventilation des céréales la vitesse à la surface du produit est telle qu'elle évite l'entraînement des poussières. Le rejet à l'atmosphère de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation des cellules ne peut se faire que sous réserve du respect des caractéristiques minimales de concentration en poussières énoncées à l'Article 3.12.

Les procédures d'intervention de l'exploitant, en cas de phénomènes d'auto-échauffement, sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Il est remédié à toute infiltration d'eau susceptible d'être à l'origine de phénomènes d'auto-échauffement des produits stockés dans les délais les plus brefs.

ARTICLE 3.10 SURVEILLANCE

Un dispositif de détection d'un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation, équipé d'une alarme reliée à une personne capable de déclencher une intervention à tout moment, équipe les silos.

En l'absence d'un tel dispositif de détection, des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter de telles anomalies.

Constats :

Le silo n'est pas équipé d'une silothermométrie fixe, toutefois l'exploitant a précisé que les travaux d'installation d'une silothermométrie fixe est prévue sur mai-juin 2026 pour chaque cellule de stockage.

A ce jour, l'exploitant effectue des mesures de température à l'aide de sondes manuelles connectées. L'exploitant précise que le grain fait l'objet d'analyses (dont l'humidité) à chaque réception de camion et que le taux de rotation dans ce silo est très important.

Le relevé des températures est enregistré dans l'ERP (système informatique) d'AXEREAAL. Par sondage, l'inspection a constaté que des contrôles de températures ont été enregistrés en décembre 2025, janvier et février 2026.

Enfin, l'inspection a constaté que la procédure relative à la gestion d'un auto-échauffement du grain est présente dans le bureau d'exploitation (il s'agit de la Consigne Environnement CE 105 datée du 27/08/2012).

Conclusion : Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Nettoyage du silo

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.13

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage du silo

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les

<p>canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée par l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Ces opérations font l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage doit faire l'objet de consignes particulières visant à limiter l'envol des poussières.</p> <p>La quantité de poussières fines déposées sur les sols ne doit pas être supérieure à 50 g/m². Des dispositifs permettant le contrôle de l'empoussièrément sont mis en place. Des témoins sur le sol (croix peintes, ...) pourront servir de repère pour évaluer le niveau d'empoussièrément.</p> <p>Les zones du silo dans lesquelles la présence de poussière est régulière (stockage des poussières par exemple) sont identifiées par l'exploitant. Le caractère suffisant des mesures de sécurité associées à ces zones doit être justifié par l'exploitant.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>La consigne relative au nettoyage du silo est la consigne générique du groupe AXEREAL. Elle prévoit que le nettoyage du silo doit être effectué aussi souvent que possible ou nécessaire, et qu'à minima l'ensemble des installations doit être nettoyé au moins une fois par trimestre. Le nettoyage concerne les planchers, les moteurs électriques, les parois, les escaliers, les passerelles, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et équipements, ainsi que toutes les surfaces susceptibles d'accumuler des poussières. Enfin, la consigne prévoit que chaque opération de nettoyage (date, lieu) doit être enregistrée dans le carnet d'entretien préventif ou sur un formulaire informatisé.</p> <p>L'inspection a consulté le registre "général" du site dans lequel le responsable du site enregistre les nettoyages : l'inspection a constaté que le registre est complété plusieurs fois par semaine et mentionne les nettoyages réalisés avec les localisations précises. Le site dispose d'une centrale d'aspiration présente en permanence sur le site.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection n'a pas constaté d'empoussièrément anormal dans le silo, les différents volumes du silo visités étaient propres.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Moyens de lutte contre les incendies

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et entretien des moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. Sauf justifications contraires, cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 60 m³/heure pendant 2 heures. En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaire ; - d'extincteurs adaptés, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux

présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ;

- d'agents d'extinction appropriés (émulseurs notamment), disponibles dans un délai compatible avec l'intervention ;

- de colonnes sèches en matériaux incombustibles, implantées dans les tours de manutention et conformes aux normes en vigueur ;

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Constats :

L'inspection a vérifié les moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- Réserve d'eau incendie

L'inspection a constaté la présence sur site d'une réserve d'eau incendie (de type aérienne) située à l'Est du silo. Les abords de la réserve étaient entretenus et la bâche était visuellement en bon état ; seul un trou a été observé au dessus du niveau maximal de remplissage. La réserve était pleine d'eau.

Concernant le volume de la réserve incendie, le plan d'intervention de l'exploitant mis à jour en mars 2026 (version transmise après la visite d'inspection) précise que son volume est de 120 m³.

L'inspection demande à l'exploitant de préciser le volume de la réserve d'eau incendie sur le panneau d'affichage situé au niveau de la réserve.

- Poteau incendie

L'inspection a constaté sur site la présence d'un poteau incendie. La dernière vérification du poteau incendie a été effectuée le 04/03/2025 par la société EUROFEU ; le rapport correspondant conclut au bon état et au bon fonctionnement du poteau incendie, et précise les résultats des mesures effectuées :

- pression à un débit de 60 m³/h = 2,0 bar

- débit sous 1 bar de pression = 90 m³/h

- Dgb (débit garanti de base) = 99 m³/h

- Extincteurs

L'inspection a constaté, par sondage, la présence d'extincteurs répartis dans les installations du site. A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport relatif à la dernière vérification annuelle des extincteurs du site qui a été effectuée le 17/01/2025 par la société EUROFEU ; le rapport liste 24 extincteurs, et conclut au bon fonctionnement de 21 extincteurs et à la nécessité de remplacer 3 extincteurs (2 sur engins de manutention Manitou et 1 dans l'atelier). L'exploitant a précisé que les 3 extincteurs avaient été remplacés, ce que l'inspection a vérifié par sondage sur 1 extincteur.

A défaut de justification de la réalisation d'une vérification des extincteurs datant de moins d'un an, l'inspection conclut que la périodicité annuelle de vérification des extincteurs n'est pas respectée.

- Colonne sèche

L'inspection a constaté la présence d'une colonne sèche incendie dans la tour de manutention du silo. La dernière vérification annuelle des colonnes sèches a été effectuée le 31/03/2025 par la société EUROFEU ; le rapport correspondant conclut au bon état et au bon fonctionnement de la colonne sèche.

Conclusion :

1) A défaut de justification de la réalisation d'une vérification des extincteurs datant de moins d'un an, l'inspection conclut que la périodicité annuelle de vérification des extincteurs n'est pas respectée.

2) L'inspection demande à l'exploitant d'afficher le volume de la réserve d'eau incendie au niveau de la réserve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Procédures d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.17

Thème(s) : Risques accidentels, Procédures d'intervention

Prescription contrôlée :

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
 - > des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
 - > des mesures de protection définies à l'Article 3.3 du présent arrêté ;
 - > les moyens de lutte contre l'incendie ;
 - > les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

Des exercices permettant de vérifier l'application de ces procédures et la gestion des situations d'urgence sont réalisés périodiquement (y compris avec le personnel intérimaire et saisonnier).

Constats :

L'inspection a constaté la présence des affichages suivants dans le bureau d'exploitation :

- un plan du site datant du 10/02/2021 (de type photo aérienne annotée) identifiant les installations du site et leurs dangers, ainsi que les moyens de lutte contre l'incendie (poteau

<p>incendie, réserve incendie, colonne sèche, bassin de rétention et vanne d'isolement). Ce plan mentionne le stockage d'engrais nitriques dans le bâtiment ONIC alors que celui-ci est aujourd'hui désaffecté, et il ne mentionne pas le volume d'eau de la réserve incendie ; le plan doit donc être actualisé et complété. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection (par courriel du 24/03/2026) le plan du site mis à jour en mars 2026 : il comporte les informations actualisées et précise que la réserve incendie a un volume de 120 m³.</p> <p>- deux versions du plan d'intervention : l'une datant du 02/03/2022 qui n'est pas à jour (mention d'un séchoir qui n'existe plus, le responsable de site mentionné a changé, etc.), et l'autre datant du 23/11/2025. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection (par courriel du 24/03/2026) le plan d'intervention mis à jour en février 2026 : il comporte les informations actualisées, toutefois il ne localise pas les mesures de protection contre les explosions définies à l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 13/06/2008 (dispositifs de découplage et surfaces soufflables).</p> <p>- le plan de circulation qui mentionne les consignes principales de sécurité suivantes : en cas d'incendie, en cas d'accident corporel, en cas de déversement accidentel, numéros d'urgence.</p> <p>Conclusion : Le plan d'intervention du site ne localise pas les dispositifs de découplage et les surfaces soufflables présents dans le silo.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Dispositions particulières / zones de 50 mbar ou d'ensevelissement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions particulières / zones de 50 mbar ou d'ensevelissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tous les sentiers, chemins fréquentés par des tiers, situés aux abords des limites de propriété et dans les périmètres des zones de surpressions de 50 mbar ou d'ensevelissement déterminés dans l'étude de dangers, l'exploitant est tenu d'afficher des panneaux d'informations visant à limiter la présence de ces tiers à proximité des installations à risques.</p> <p>Le cas échéant, pour les aires de stationnement des routes situées dans ces mêmes périmètres, l'exploitant engage auprès de leur gestionnaire des démarches visant à proposer leur déplacement en dehors des zones de risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude des dangers du site présente une cartographie des zones d'effets de surpression au niveau</p>

du sol : cette cartographie matérialise, autour de la tour de manutention du silo, les zones d'effets de surpression 50 mbar (effets irréversibles) et 20 mbar (bris de vitres) Le silo étant situé en bordure de la rue de Mardeau, la zone de surpression de 50 mbar impacte une portion de la rue de Mardeau et une portion d'un parking situé de l'autre côté de la rue.

L'inspection a constaté que l'entrée et la sortie du parking étaient condamnées par la pose de gros blocs béton empêchant ainsi aux véhicules d'y pénétrer depuis la rue de Mardeau. Par contre, aucun panneau d'information visant à limiter la présence des tiers dans la rue n'est apposé à proximité de la tour de manutention du silo.

Conclusion : L'exploitant n'a pas affiché de panneaux d'informations visant à limiter la présence des tiers dans le périmètre de la zone de surpression de 50 mbar à proximité de la tour de manutention du silo.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Vieillessement des structures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/12/2007, article 3.15

Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des structures

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos.

Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.

En outre, lorsque la zone d'ensevelissement est susceptible de sortir des limites de propriété, l'exploitant établit une procédure, qui spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles, qui donnent lieu à un enregistrement.

Constats :

Le vieillissement du silo est suivi conformément à la consigne générale "Vieillessement des structures" (référéncée Consigne Environnement CE108) datée du 18/01/2016.

Cette consigne prévoit la réalisation d'une visite de surveillance annuelle ou à la suite d'un incident particulier. Ces visites de surveillance ont pour but d'établir un constat des éventuels désordres sur l'ouvrage et de produire des informations nécessaires pour l'évaluation de l'état de l'ouvrage. Ces visites sont effectuées par le responsable de site. Elles comprennent un examen visuel de l'ouvrage et ne peuvent donc porter que sur les parties accessibles à l'œil. Lors de la visite, le responsable de site complète la fiche de surveillance à l'aide du catalogue des désordres (illustré de nombreuses photos ; document mis à jour le 18/01/2026). Ce catalogue répertorie un panel des désordres suivant chaque type de structure (béton, palplanche, métallique). Il donne également un avis sur le niveau de gravité du désordre sur lequel le responsable de site s'appuiera

pour juger le désordre.

Les niveaux de gravité sont attribués de la façon suivante :

- Niveau D1 : le désordre n'est pas de nature à compromettre les caractéristiques ou la durabilité de l'ouvrage.

- Niveau D2 : le désordre n'est visiblement pas de nature à compromettre structurellement l'ouvrage mais présente un risque d'évolution qu'il convient de surveiller.

- Niveau D3 : le désordre témoigne d'un risque structurel sur l'ouvrage de nature à compromettre l'intégrité. Les travaux doivent être menés à une échéance prioritaire.

Les fiches de surveillance complétées sont ensuite transmises au Responsable de maintenance de la zone concernée.

L'inspection a consulté la fiche relative à la dernière visite de surveillance annuelle du silo effectuée le 04/06/2025 par le responsable du site. Les défauts relevés sont les suivants :

- fissures sur parpaing dans le bureau céréales (D1)

- fissures sur demi-lune extérieur en bas côté chargement train (D2)

- fissures sur passerelle béton dessus cellule et qui commence à descendre verticalement sur les demi-lunes cellules (D3)

- lézardes entre mur et fondation cave (=sous-sol de la tour) côté benne à déchets (D3)

- plusieurs parties où le béton tombe et nous voyons le fer à béton, côté route et côté voie ferrée (D2)

- affaissement des deux caves en dessous des ventilateurs (D2)

Sur site et par sondage, l'inspection a remarqué des éclats de béton au niveau de la paroi d'une cellule côté Sud faisant apparaître le ferrailage, et a noté la mise en place d'un témoin de mesure au niveau d'une fissure située sur le mur côté Ouest de la tour de manutention. Ces constats sont cohérents avec ceux relevés par le responsable de site lors de la vérification annuelle.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite